

Prime du bovin

Chambre. Je ne serais toutefois peut-être pas de cet avis s'il s'agissait d'un programme à long terme.

Le marché du bétail et des porcs d'Amérique du Nord est en danger. Même au cours des dernières semaines, les États-Unis ont protesté contre la surtaxe que le gouvernement a appliquée pendant un certain temps. Je tiens à répéter, et cela m'ennuie, qu'au cours des derniers mois le gouvernement a agi de façon tout à fait improvisé à l'égard de l'industrie agricole, et notamment en ce qui concerne le bétail. D'abord il a imposé une surtaxe puis un embargo. La surtaxe a été supprimée et on a mis sur pied un programme temporaire. Je conviens que dans ces circonstances, le gouvernement peut avoir besoin d'un moment de répit, mais je presse vivement le ministre de l'Agriculture et le ministre responsable de la Commission du blé de dire quel programme ils ont prévu pour soutenir les prix du bétail et des porcs. Je les presse vivement d'arrêter leurs manigances au sujet de la politique des grains fourragers car les agriculteurs veulent savoir ce qu'il en est et s'ils ne le savent pas, leur production risque d'être compromise. Cela va également toucher les prix à la consommation.

● (1440)

Je ne pense pas que le consommateur trouve la nourriture bon marché. C'est peut-être l'opinion d'autres gens, mais d'après les réponses aux questionnaires que j'ai envoyés la semaine dernière, les gens de Saskatoon ne pensent pas que la nourriture soit bon marché et les agriculteurs savent qu'ils sont coincés. Ils veulent une politique d'une certaine continuité et c'est ce à quoi le gouvernement devrait s'attaquer.

[Français]

M. Jean-Marie Boisvert (Drummond): Monsieur le président, je reviens d'une tournée de ma circonscription où j'ai visité 22 des 27 municipalités rurales. Les agriculteurs sont actuellement en plein désarroi. Ils échangent le dollar pour quatre 25c., et parfois n'en reçoivent que trois. Ils sont aux prises avec le coût excessif des aliments pour les animaux, tandis que les consommateurs sont aux prises avec le coût excessif des aliments pour leurs familles.

Le ministre propose d'accorder une subvention de 7c. la livre aux producteurs de bœuf. Il est bien évident que cette mesure n'enrayera pas la hausse du coût de la vie, et que les consommateurs payeront toujours plus cher leurs aliments.

Le ministre prend même la précaution de dire: J'insiste sur le fait que les prix aux consommateurs ne seront pas défavorablement touchés. Il veut dire par là que même s'il accorde une subvention de 7c. aux producteurs, les prix n'augmenteront pas pour autant. A mon avis, cela serait un paradoxe s'il fallait subventionner les producteurs et si les consommateurs avaient encore à payer plus cher leur approvisionnement.

A mon avis, monsieur le président, il va falloir bientôt penser aux consommateurs. On pense aux producteurs, et les prix continuent à augmenter. A mon avis, il va falloir bientôt subventionner le consommateur car il ne pourra plus s'approvisionner.

Nous, les créditistes, disons souvent: Il faut penser aux gens avant de penser aux animaux. Il va falloir, à un certain moment, que le gouvernement réfléchisse sur ce sujet et qu'il en vienne à la conclusion que, pour le bien de la population, il faudra s'adresser à elle.

[M. Gleave.]

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DÉPÔT DU MÉMOIRE SUR LA VALLÉE DE LA RIVIÈRE SKAGIT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION FÉDÉRALE DE L'ÉNERGIE DES É.-U.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, tandis que nous en sommes à l'appel des motions, la Chambre m'autoriserait-elle à déposer dans les deux langues officielles un mémoire du gouvernement sur la vallée de la rivière Skagit que le gouvernement a présenté à la Commission fédérale de l'énergie des États-Unis par l'intermédiaire du département d'État américain le 14 mars. J'avais l'intention d'en faire le dépôt lundi, mais comme les États-Unis ont déjà publié le texte je trouve que je devrais le faire maintenant.

L'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre, je vous prie. Comme la Chambre a consenti à l'unanimité à revenir à l'appel des motions pour une raison en particulier, c'est-à-dire pour permettre au ministre de l'Agriculture de faire une déclaration, les députés accepteront, j'en suis sûr, de faire bénéficier de ce consentement unanime le secrétaire d'État aux affaires extérieures afin qu'il puisse déposer le document dont il a parlé. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

L'Orateur suppléant (M. Laniel): Il est ainsi déposé. La Chambre va maintenant revenir à l'étude des subsides.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
DEMANDE DE RÉGLEMENTATION SÉLECTIVE DES PRIX ET
D'OCTROI DE CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DE
SURVEILLANCE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Grier (Toronto-Lakeshore):

Que la Chambre demande au gouvernement d'envisager la présentation immédiate de mesures législatives destinées à contrôler de façon sélective le prix des produits essentiels et à donner au gouvernement ou à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix injustifiables.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'avais pas prévu participer au débat. La Chambre ne s'y attendait pas non plus, j'en suis sûr. En l'absence du ministre des Finances (M. Turner), on m'a demandé, en qualité de ministre suppléant des Finances, de répondre à la motion du porte-parole du NPD. Je parle aussi à titre d'ancien ministre des Finances et, si je puis dire, à titre de fonctionnaire réincarné du temps où je m'occupais activement du contrôle des prix et des salaires pendant la guerre. Cette expérience m'a appris certaines choses dont j'aimerais vous parler.